



## Réunion du groupe-pays Haïti

## COMPTE-RENDU

Vendredi 24 mars 2017 de 10h à 13h  
à l'Hôtel de Ville de Suresnes, Salle du Pigeonnier (3<sup>ème</sup> étage)  
2, rue Carnot, 92150 Suresnes

---

Accueil par M. Christian Dupuy, Maire de Suresnes, Président du groupe-pays Haïti

---

M. Christian Dupuy a commencé par souhaiter la bienvenue à l'ensemble des participants à la première réunion du groupe-pays Haïti en 2017, les remerciant de leur présence. Il remercie également la présence de M. Charles Josselin, ancien ministre, qui préside avec lui le fonds « Solidarité Haïti ». Il salue la présence de M. Jean Claude Pioche, président de l'Association des Maires de Guadeloupe.

M. Christian Dupuy a fait un rappel sur le contexte politique à Haïti, qui a passé par de récentes élections à niveau local et national, soulignant qu'il s'agit de l'occasion de créer et de renforcer des partenariats. Il a aussi rappelé le passage de l'ouragan Matthew par Haïti le 4 octobre dernier et l'ouverture par Cités Unies France du Fonds de solidarité des collectivités territoriales françaises pour Haïti. En ce qui concerne les Assises de la coopération décentralisée Franco-haïtienne, M. Christian Dupuy a appelé aux élu(e)s de s'y rendre nombreux à Haïti pour y participer les 5 et 6 décembre, un souhait aussi exprimé par les collectivités haïtiennes. Il a également signalé l'importance de maintenir et de renforcer les liens de la francophonie à Haïti, qui est la seule République francophone indépendante dans la région.

Après avoir initié un tour de table de présentation des participants, M. Christian Dupuy a laissé la parole à M. Christophe Quentel, sous-directeur Mexique, Amérique centrale et Caraïbes du Ministère des Affaires Etrangères et du Développement International afin qu'il présente l'actuelle situation politique haïtienne.

---

La situation politique en Haïti par M. Christophe Quentel, Chef de la mission du Mexique, d'Amérique centrale et des Caraïbes, direction des Amériques- MAEDI

---

M. Quentel a commencé par rappeler la situation politique à Haïti, qui passe actuellement par la fin de son cycle électoral. Selon lui, aujourd'hui à Haïti on peut compter des institutions stables et qui fonctionnent, tels qu'un parlement et des maires démocratiquement élus. En outre, il a souligné que l'on attend les derniers résultats électoraux pour les Casacs pour la fin mars. Il s'agit du cycle électoral le plus pacifique dans l'histoire récente du pays. M. Quentel a rappelé que depuis le 7 février 2017, Haïti a comme président de la République M. Jovenel Moïse, successeur de M. Jocelerme Privert. La constitution de son gouvernement, dont une quinzaine de Ministres ont été choisis et on attend la nomination des secrétaires de des directeurs d'administration, devrait se conclure sous deux mois – un temps record pour le pays.

M. Quentel a ensuite informé sur l'actuelle situation et les perspectives de l'action extérieure sur le territoire haïtien. D'un côté, il a souligné les récentes coupes budgétaires au fonctionnement de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), qui

est très présent à Haïti. D'autre part, il a rappelé la fin du mandat de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (Minustah), qui est dans le pays depuis 2004 et expire le 15 avril prochain. La présence et le fonctionnement de l'ONU seraient susceptibles de changer vers des actions plutôt d'appui à l'établissement de l'Etat de droit, à la gouvernance et au renforcement des institutions. Par ailleurs, on constate la présence de nouveaux acteurs sur le terrain, comme les agences du Royaume Uni et de l'Espagne. Compte tenu de ces évolutions, il considère que plus que jamais est nécessaire de renforcer la coopération décentralisée franco-haïtienne.

Enfin, répondant à une question posée, M. Quentel a abordé la question sécuritaire en Haïti. Selon lui, le pays aurait aujourd'hui le taux de criminalité le plus faible des Antilles, même si le nombre d'officiers de police reste faible. Au total, il y aurait actuellement environ 15 500 policiers, dont 1 500 étant en formation, ce qui correspondrait approximativement aux nombres d'avant le séisme de 2010.

---

Le retour de mission à Haïti : Fonds solidarité Haïti de CUF, la création de l'Agence technique local (ATDL) et l'arrêté sur le Fonds de gestion et développement des collectivités territoriales (FGCT)

---

Felicia Medina, chargée de mission à Cités Unies France, informe sur la création du deuxième Fonds de solidarité Haïti, crée suite au passage de l'ouragan Matthew en octobre dernier. Le premier fonds, qui est clôturé, a été crée en 2010, suite au séisme qui a frappé le pays.

Ce fonds est destiné à la phase de réhabilitation des communes et des services publics touchés par l'ouragan. A ce jour, 37 collectivités françaises ont contribué pour un montant de 119 170 €.

Une mission d'identification de Cités Unies France a eu lieu en janvier dernier. Les zones d'intervention proposées pour l'utilisation du fonds ont été visitées : le département de la Grand' Anse et les 4 communes de la communauté des municipalités de la région des Palmes (Gressier, Grand Goave, Petit Goave et Léogane). Ce choix a été fait pour répondre à la demande des collectivités françaises engagées avec des collectivités haïtiennes présentes dans ces zones très touchées par l'ouragan Matthew.

Cette mission a été l'occasion de mieux connaître les dispositifs mis en place par le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT) en appui à la gouvernance post catastrophe : le programme de modernisation d'administrations communales (PMAC) et l'Agences technique local départementale (ATDL).

Mme Sharina LOCHARD, cheffe de service à la DCT-MICT a été invitée pour présenter l'ATDL et le PMAC lors de cette réunion. Etant en formation à l'ENA de Strasbourg, elle n'était malheureusement pas disponible.

L'objectif de l'ATDL est le renforcement des capacités de planification stratégique des communes. Elle permettra à celles-ci de mobiliser un haut niveau d'expertise technique, en mutualisant des moyens. Pour le moment, nous ne disposons pas d'information sur l'implémentation effective d'une ATDL.

Un autre dispositif pour renfoncer les communes est l'Arrêté du 16 janvier 2017. Il s'agit d'un arrêté d'application des lois de 1996 créant le Fonds de gestion et de développement des collectivités territoriales (FGDC). Il ouvre la voie à la mise en place d'une fonction publique territoriale, garantissant un salaire de base aux maires, aux Casecs et à tous les cadres des administrations locales.

Les participants de la réunion ont salué ces initiatives du MICT, qui renforceront les capacités techniques et institutionnelles des collectivités haïtiennes.

Cités Unies France a transmis les informations sur ces dispositifs aux collectivités membres du groupe-pays Haïti et invite aux collectivités françaises à transmettre ces informations à leurs partenaires haïtiennes, pour qu'ils puissent bénéficier de ces dispositifs.

Lors des échanges avec la salle, le représentant de la Région Bretagne a donné l'exemple de son partenariat avec l'Association de Maires du département de la Grand'Anse (AMAGA). Cette association, telle qu'elle fonctionne depuis sa création, exerce le rôle d'une ATDL. C'est la raison pour laquelle ce département a été choisi par le MICT pour mettre en place l'ATDL. Cependant, en attendant des engagements de la part du MICT, l'AMAGA n'a pas pu donner suite aux appels à candidature pour les postes de l'ATDL.

Les représentants de Cergy Pontoise, de part leur expérience d'appui à la création de l'intercommunalité de la région des Palmes, ont souligné que dans la création des agences techniques il est important le portage politique des élus locaux et leur appropriation de cet outil.

---

#### Autres informations

---

La représentante d'Expertise France informe que dans le cadre du volet urbain du 11<sup>ème</sup> FED 2014-2020, le projet « Urbayiti », issu d'un important travail de capitalisation et de définition de stratégie par les autorités haïtiennes, a pour objectif de contribuer au développement économique et social du pays et à la résilience des populations face aux risques à travers l'amélioration de la gestion et de la qualité de vie des villes. La Délégation de l'Union européenne souhaite confier à Expertise France la mise en œuvre des activités de « renforcement de la gouvernance du secteur urbain, aux niveaux local et national » du programme, qui concerneront plus particulièrement le Ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales, la Mairie de Port-au-Prince et les villes de Jérémie et Cayes. Par ailleurs, la cellule d'appui à la coordination de l'ensemble du programme sera également mise en œuvre par Expertise France. Afin d'échanger avec les institutions et partenaires haïtiens sur le contenu du programme pour ces villes, une mission aura lieu du 18 au 26 avril. Suite à cette mission, des informations plus précises seront fournies.

La représentante du Conseil départemental de la Savoie a invité les participants et surtout les élus à réfléchir à ce qui apporte la coopération décentralisée aux collectivités françaises. Elle a souligné le fait que les fonds pour l'action internationale se réduisent, notamment parce que les élus parfois ne s'aperçoivent pas de l'intérêt de la coopération pour leurs territoires. Elle a attiré l'attention aux exemples de projets menés par la Savoie à l'internationale, qui touchent l'innovation pour l'action sociale, le tourisme, entre beaucoup d'autres sujets. En capitalisant ces expériences, il est possible d'apporter d'améliorations et de faire évoluer les pratiques sur le territoire français.

---

#### Préparation des Deuxièmes Assises de la Coopération décentralisée Franco-haïtienne, prévues les 5 et 6 décembre 2017 à Haïti

---

Cités Unies France a soumis aux participants une proposition de structure de programme pour les Assises de la Coopération décentralisée franco-haïtienne, qui se dérouleront les 5 et 6 décembre à Haïti. Afin d'élaborer cette proposition, CUF s'est basé sur les réponses fournies par 15 collectivités territoriales françaises et une haïtienne au questionnaire transmis par le MICT haïtien, la Fédération Nationale des Maires Haïtiens (FENAMH) et l'Ambassade de France en Haïti.

À partir de cette première proposition, les participants de la réunion ont pu intervenir et apporter plus de précisions sur les thématiques et le format des rencontres. Il a été souligné l'importance de mettre un accent sur la place des collectivités territoriales dans le développement et sur le rôle de la coopération décentralisée. A l'issue de cet échange, vous trouverez ci-joints

une proposition de structure de programme et un document précisant les thématiques et méthodologie proposées pour la préparation des séances et des ateliers. Vous trouverez également le résultat de l'analyse du questionnaire. Ces documents seront présentés et discutés avec les collectivités haïtiennes et le MICT lors de la mission conjointe de DAECT/CUF à Haïti les 4 et 5 avril à Port au Prince.

Liste des participants :

<b>Organisme</b>	<b>Nom</b>	<b>Prénom</b>	<b>Fonction</b>
ARRAS	BOCQUILLET	Denise	Adjointe au maire
ASSOCIATION DES MAIRES DE GUADELOUPE	PIOCHE	Jean-Claude	Président
ASSOCIATION DES MAIRES DE GUADELOUPE	CONHOC	Véronique	Assistante du Président
CITES UNIES FRANCE	JOSELIN	Charles	Président d'honneur
CITES UNIES FRANCE	MEDINA	Félicia	Chargée de mission
CITES UNIES FRANCE	COELHO BARBOSA	Gustavo	Assistant
COLLECTIF HAITI DE FRANCE	DESIR	Bettina	Volontaire Service Civique (réciprocité)
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE CERGY PONTOISE	RAIMBAULT	Luc	Directeur Tourisme et Relations Internationales
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE CERGY PONTOISE	SAINT GERMES AKAR	Rose-Marie	Conseillère déléguée à la coopération décentralisée
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE CERGY PONTOISE	QUEVAREC	Guillaume	Chargé de mission DD et Relations internationales
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE LA ROCHELLE	KONYASHINA	Liubov	Chargée de relations internationales
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA SAVOIE	LAVIROTTE	Magali	Chargée de mission
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE	DE RUSSE	Guillaume	Président-délégué chargé des relations extérieures, des grands projets
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE	AUMASSON	Jacques	Directeur de la Coopération Internationale
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA VIENNE	PECRIAUX	Sybil	Rapporteur de la Com Internationale
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES HAUTS DE SEINE	TEHINDRAZANARIVELO	Soatiana	Chargée de programme
CONSEIL REGIONAL DE BRETAGNE	PONT	Yannick	Chargé de mission
EXPERTISE France	LE JEAN	Camille	Chargée de projets Climat et territoires
FRANCE VOLONTAIRES	LOMBARD	Lucie	Chargée de mission Nord-Est
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DU DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL	QUENTEL	Christophe	Chef de mission-Direction des Amériques et des Caraïbes
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DU DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL	BONNET	Lisa	Chargée de mission Jeunesse
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DU DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL	SALAS ROSSENBACH	Adèle	Assistante chargée de mission
MOT (MISSION OPERATIONNELLE TRANSFRONTALIERE)	TZVETANOVA	Petia	Expertise juridique

SAINT OUEN	ETIENNE	Etienna	Conseillère déléguée à la coopération décentralisée
STRASBOURG EUROMETROPOLE	MILLET	Sandrine	Chargée de mission
SURESNES	TRUJILLO	Christine	Adjointe au chef de service affaires européennes et coopération décentralisée
SURESNES	MACABEO	Camille	Chef de service
SURESNES	TESTUD	Jean-Louis	Adjoint aux relations internationales
SURESNES	DUPUY	Christian	Maire

Liste des excusés

- Collectivité territoriale de Guyane
- Paysages Parcs et Jardins Caraïbes (Guadeloupe)
- Assemblée des départements de France (ADF)
- CNFPT
- Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine